



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme  
et de l'environnement

Perpignan, le 8 avril 2022

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT

Tél : 04.68.51.68.66

**ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF-DCL-BCLUE-2022098-0002**

***Mettant en demeure la société PROVENCALE SA de respecter les prescriptions applicables à la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « La Narède » sur la commune de Tautavel***

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1448 du 12/05/2005 autorisant la société PROVENCALE SA à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de TAUTAVEL ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement qui fait suite à la visite d'inspection du 22/02/2022 dont une copie a été transmise à l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 22 mars 2022 afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées le 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours d'une visite réalisée le 22/02/2022, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12/05/2005 et de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisés, qui sont détaillées dans les fiches de constats avec proposition de suites (§2-4-3) jointes au rapport de la visite d'inspection du 22/02/2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations,

ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société PROVENCALE SA de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de sa carrière située au lieu-dit « La Narède » sur la commune de TAUTAVEL ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

## **ARRÊTÉ**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ**

La société PROVENCALE SA, dont le siège social est situé 29 avenue Frédéric Mistral 83170 BRIGNOLES, pour la carrière située au lieu-dit « La Narède » sur la commune de TAUTAVEL, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12/05/2005 et de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisés et notamment de corriger les non-conformités relevées lors de la visite d'inspection du 22/02/2022, dans les délais fixés ci-après et comptés à la date de la notification du présent arrêté :

- Point de contrôle : PC14

Réalisation de l'audit des prescriptions tous les 3 ans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 article : 32

Délai : 2 mois

La PROVENCALE doit réaliser l'audit des prescriptions réglementaires applicables par un auditeur externe. Cet audit doit porter également sur les principales prescriptions résultant des arrêtés nationaux en particulier l'AM du 22/09/1994. Les écarts constatés doivent faire l'objet d'un plan d'action.

- Point de contrôle : PC16

Respect du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 article : 55

Délai : 9 mois

La société PROVENCALE doit déposer un porter à connaissance justifiant les écarts du plan de phasage, analysant les incidences environnementales et sur le calcul des garanties financières et demandant la modification de l'arrêté d'autorisation.

- Point de contrôle : PC17

Respect du périmètre d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 article : 1

Délai : 9 mois

La société PROVENCALE doit régulariser la situation de l'activité de transit de minéraux réalisée en dehors du périmètre autorisé ou arrêter l'activité sur ces zones et remettre en état les terrains.

## **ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ**

La société PROVENCALE SA doit fournir, dans le délai de 9 mois, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment les fiches de constats avec suites annexées au rapport de la visite d'inspection du 22/02/2022 dûment renseignées (ligne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (factures, photographies, procédures...).

## **ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES**

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la société PROVENCALE SA des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 4 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

## **ARTICLE 6 - EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de TAUTAVEL, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Perpignan, le 8 - AVR. 2022

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Yohann MARCON

